**Avant même l’annonce des mesures de Macron**

**DECHAINEMENT DE LA VIOLENCE D’ETAT**

L’incendie dramatique de Notre-Dame, à Paris, le 15 avril en soirée, a bien sûr provoqué une sidération, une émotion dans tout le pays. Dans une « adresse à la nation », le 16 avril, Emmanuel Macron espère incarner le rôle de chef du « peuple bâtisseur » ; le Conseil des ministres du mercredi 17, annonce-t-il, ne parlera que de la reconstruction de la cathédrale. « La politique et ses tumultes reprendront leur droit mais le moment n’est pas encore venu », dit Macron. Des « tumultes »…

Trois jours auparavant, son gouvernement, son préfet, ont déchaîné un déluge de violences contre des milliers de manifestants à Toulouse. « Nous avons cette capacité de nous unir pour vaincre », dit-il maintenant, dans une improbable acrobatie… Même l’éditorialiste du journal patronal L’Opinion doute que cet exercice fasse illusion. « Il ne faut pas rêver », regrette-t-il, pensant à la crise qui mine le pouvoir, aux Gilets jaunes, au mouvement de fond qui se cherche dans tout le pays pour défaire la politique gouvernementale de contre-réformes, « cette actualité-là reprendra ensuite le dessus. Les doutes, les rancœurs, les oppositions, reviendront pour imposer à nouveau leur loi. »

Ce samedi 13 avril, la loi anti-manifestants entrait en application pour la première fois. Ce 13 avril, à Toulouse, une répression féroce a, dès le début, été déclenchée contre la manifestation des Gilets jaunes qui avait une ampleur nationale et qui devait être rejointe par des enseignants, des parents mobilisés contre la loi Blanquer, ainsi que par les organisations qui défilaient contre les lois liberticides du gouvernement.

Discrédités comme jamais, affolés par une crise politique qui s’approfondit, par une révolte qu’ils ne parviennent pas à briser, à faire refluer, Macron et son gouvernement cherchent par tous les moyens à terroriser.

Coûte que coûte

En tout état de cause, les mesures en cours indiquent que, malgré la crise politique, malgré son isolement grandissant, Macron entend poursuivre coûte que coûte sa politique destructrice au compte du capital. Simultanément aux annonces en vue de démanteler EDF, la privatisation d’Aéroports de Paris est adoptée. Tout doit être bradé, livré aux grands groupes, au point que, même parmi ceux qui par le passé ont soutenu et mis en œuvre les privatisations, beaucoup, comme le président du Sénat, s’inquiètent et indiquent être opposés à cette mesure.

Contre-réforme des retraites

Les retraites en particulier doivent y passer. Au sommet de l’exécutif, on se divise sur les moyens à mettre en œuvre pour liquider cette conquête majeure de la classe ouvrière arrachée en 1945. Les travaux n’en continuent pas moins.

Donné démissionnaire il y a une semaine, Jean-Paul Delevoye, chargé par Macron du soin de mettre en œuvre le futur système universel de retraite, poursuit ses concertations avec les organisations syndicales. Et alors que ces concertations touchent à leur fin, la presse révèle qu’il travaille à la structure du futur système universel de retraite dans le seul but de baisser le niveau des pensions du public comme du privé, de détruire purement et simplement l’ensemble des régimes existants.

Rassembler pour faire face

Face à cette politique, à ses soutiens de tous bords, il y a chaque semaine l’acharnement de dizaines de milliers qui manifestent malgré la répression. Il y a le mouvement en profondeur chez les enseignants pour dégager les moyens, les conditions de la grève pour bloquer la réforme de Blanquer contre l’école publique et l’instruction. Il y a la grève dans les services des hôpitaux de l’AP-HP…

La politique de ce gouvernement ne laisse pas d’autre solution.